

# polémiques

+ RÉGIONS

## LA ZOOM

Aubry & Co, la vie privée ne leur appartient plus P. 14 & 15

## LA CARTE BLANCHE

Un « New Deal » européen pour sortir de la crise de la zone euro ? P. 13

## Les multiples visages de la social-démocratie

Martine Aubry, François Hollande, Ségolène Royal, Manuel Valls et Arnaud Montebourg ont officiellement déposé, hier, leur candidature à la primaire PS en vue de l'élection présidentielle française. Si tous sont socialistes, il existe plus que des nuances programmatiques entre eux (nos éditions de mercredi).

Et si l'on élargissait le champ ? Qu'ont en commun – au-delà de leur appar-

tenance au Parti socialiste européen et à l'Internationale socialiste – le PS d'Elio Di Rupo, le SP.A de Caroline Gennez, le New Labour de Ed Miliband et le PS français de Martine Aubry ?

Petite étude comparée de la social-démocratie, avec l'aide de Pascal Delwit, professeur de science politique à l'ULB.

WILLIAM BOURTON



## PS

Le PS détient le record de longévité au pouvoir : il s'est hissé au gouvernement en 89, pour ne plus le quitter, au sein de différentes coalitions. Il est aussi le parti socialiste européen revendiquant, relativement, le plus grand nombre de militants : entre 80.000 et 90.000.

La théorie de l'« issue ownership » affirme que les partis sont fiables et crédibles sur un certain nombre de thèmes. Dans ce cadre, la défense infaillible de la sécurité sociale est un thème qui « appartient » au Parti socialiste.

A la différence du PS français ou même du SP.A, la formation d'Elio Di Rupo a conservé au fil des décennies un ancrage très fort dans les milieux populaires salariés. Cette caractéristique électorale influence assez naturellement le

programme socio-économique du PS, qu'il s'agisse des soins de santé, de l'emploi ou de la politique salariale – pas question ainsi, comme on l'aura noté dans la récente note du formateur Di Rupo, de toucher au système typiquement belge de l'indexation, malgré les « recommandations » de l'Europe.

Mais qui dit protection sociale élevée dit aussi imposition élevée... ce qui n'est populaire dans aucune classe sociale. Dans une interview accordée l'an der-

nier au *Soir*, la vice-première ministre Laurette Onkelinx plaida pour un « allègement massif des cotisations sociales ». Et pour que le modèle social reste intact, des recettes alternatives, en abondance : via l'impôt des sociétés, par des formes nouvelles de taxation du capital, ou en décourageant les « comportements néfastes à l'environnement », comme l'usage massif des voitures de société. ■

W. B.



## SP.A

Le « Socialistische Partij Anders » est un parti tiraillé entre une aile « néokeynésienne » assez classique et une approche plus « blairiste » incarnée par l'ex-ministre de l'Emploi, Frank Vandenbroucke.

Alors que Guy Verhofstadt était Premier ministre, le ministre de l'Emploi, Franck Vandenbroucke, épouvanta les socialistes francophones et le monde syndical en évoquant la sortie progressive de l'inconditionnalité de la protection sociale. Concrètement, en plaçant par exemple pour « l'activation des chômeurs »... mesure aussitôt taxée de « chasse aux chômeurs ».

Ce positionnement « blairiste » (lire plus bas) du SP.A est à replacer dans

son contexte, à savoir un paysage politique flamand globalement de centre droit.

A la différence du PS, depuis le milieu des années 90, le SP.A est plus volontiers le parti de la classe moyenne salariée que le parti des milieux populaires – qui ont rejoint le CD&V ou plus volontiers encore le Vlaams Belang. On peut même parler d'une classe moyenne supérieure, comme en témoigne sa forte implantation dans des villes universitaires

comme Louvain, Gand ou Anvers, dont il détient les mayorats.

Cela étant, la semaine dernière, le parti de Caroline Gennez s'est dit satisfait des orientations de la note présentée par le formateur Elio Di Rupo, tant sur les questions socio-économiques que sur le plan institutionnel – tout en voulant négocier pour atteindre de « meilleurs équilibres ». Une position assez rare au nord du pays pour être épinglée. ■

W. B.



## PS (France)

A la différence des socialistes belges et britanniques, le PS français a dû longtemps se positionner par rapport à un Parti communiste très puissant et demeure toujours en ligne de mire de la gauche radicale – incarnée par Jean-Luc Mélenchon.

Les récentes cérémonies d'hommage l'ont clairement montré : trente ans après l'accession au pouvoir de François Mitterrand, à peu près tous les témoins socialistes français actuels se revendiquent de l'homme de Jarnac.

Sur le plan socio-économique, au début de son règne, Mitterrand marqua incontestablement les esprits, en nationalisant nombre de sociétés industrielles et financières (Saint-Gobain, Rhône-Poulenc, Paribas, Suez, etc.) ou en pro-

mulguant des mesures sociales spectaculaires comme la retraite à 60 ans, les 39 heures payées 40, la cinquième semaine de congés payés ou l'impôt sur la fortune. Mais dès 1983, le ministre des Finances Jacques Delors entama le « tournant de la rigueur »... Depuis, avec des nuances, le PS français s'inscrit dans une logique régulatrice, assez typique de la pensée néokeynésienne.

Martine Aubry, « mère » des 35 heures, candidate à l'investiture socialiste

pour les présidentielles de 2012, a renoué avec une rhétorique de gauche forte, en promettant 300.000 « emplois d'avenir » et le retour de la retraite à 60 ans. Mais au sein même du PS, certains haussent les épaules. Ainsi, Manuel Valls, qui estime le programme du parti irréaliste. Entre l'aile gauche et l'aile droite, François Hollande veut incarner une social-démocratie « moderne » qui, par certains aspects, rappelle la Troisième Voie de Tony Blair. ■

W. B.



## New Labour (Grande-Bretagne)

Les travaillistes ont la capacité de gouverner seuls et donc d'appliquer intégralement leur programme – les coalitions, comme l'actuelle bipartite conservateurs-libéraux conduite par Cameron, sont exceptionnelles à Londres.

En 1994, après les années Foot-Kinnock, très marquées à gauche mais catastrophiques sur le plan électoral pour les travaillistes, Tony Blair procéda à un spectaculaire « reprofilage » du Labour.

La Troisième Voie (entre socialisme et libéralisme) à laquelle Blair associa son nom, et que suit toujours son parti 2011, reposa sur un constat assez simple : c'est par son appel à la classe moyenne que le thatchérisme s'imposa,

et par la défiance envers elle que le Parti travailliste courut d'échec en échec, durant dix-huit ans. C'est donc par la recherche d'un nouveau centrisme, appuyé sur cette classe moyenne, que les travaillistes réussirent à revenir au pouvoir en mai 1997 – jusqu'en mai 2010.

Le New Labour n'a jamais fondamentalement remis en cause les réformes très néolibérales de Margaret Thatcher – qui se sont traduites par une désindustrialisation de la Grande-Bretagne, avec

un coût social très dur à la clef. Il s'est également inscrit dans une logique de diminution des dépenses publiques et, *ipso facto*, de réduction de la pression fiscale – longtemps, les travaillistes furent présentés par les conservateurs comme « le parti de la fiscalité ». En fin de règne, Blair réinvestit toutefois dans l'éducation et dans les soins de santé. Il est vrai que le National Health Service, qui cohabite avec un système de soins privés, était devenu catastrophique. ■

W. B.